

# AG

*anti-autoritaire  
illégitime  
et sauvage*

Dans les AG de ces dernières semaines, on voit plus que jamais les limites de la politique. Chacun repart avec les certitudes et les points de vue qu'il avait en arrivant, satisfait de s'être exprimé ou frustré de ne pas avoir eu de temps de parole pour partager son ressenti. Les logiques de pouvoir qui leur préexistent s'y perpétuent intactes et même s'y re-composent. Depuis 2006 et le CPE, les techniques de pacification démocratique rejouent les dynamiques d'État (vote, mandat, tribune, États généraux : l'assemblée générale se prend pour une assemblée parlementaire) et semblent s'imposer à tous comme une évidence pour neutraliser les débats entre celles et ceux qui luttent et désarmer toute conflictualité sociale et politique.

Depuis quand l'objectif final d'une AG est de chercher sa bonne gestion ? Ne devrait-elle pas être un espace d'inventivité, d'analyse, un espace où se discutent et se coordonnent les actions ?

C'est pourquoi nous proposons une Assemblée Générale anti-autoritaire à partir de cette critique de la plupart des AG existantes dans ce mouvement.

Une AG dans laquelle le but ultime n'est pas de se sentir « safe », mais de contribuer à la lutte en cours, où les débats ne portent pas sur la forme du débat, où on a mieux à dire, à faire, à penser. Il ne s'agit pas de parler de son ressenti personnel sur le mouvement, il ne s'agit pas non plus de parler de ses formes de vie mais des formes de lutte, de parler du mouvement, de comment l'intensifier, d'empêcher tout retour à la normale. Il ne s'agit pas de soutenir la lutte mais d'y prendre part.

Celle-ci n'aura pas pour but de recréer des logiques de pouvoir.

Pas de tribune, pas de tour de parole, car ces mécanismes détruisent la possibilité de la réflexion, de la discussion, en empêchant les réponses spontanées, et en nous condamnant à faire des déclarations de principe, et non des propositions concrètes et des prises de position claires. Une AG où

personne ne décide de comment se distribue la parole, parce que contrôlé la forme permet de contrôler le fond, où personne ne gère le comportement des autres. Par ailleurs, cette AG n'a pas pour but de centraliser les pratiques mais d'en diffuser, de leur permettre de se confronter et de se répandre.

Pas de vote, car il empêche les initiatives individuelles et collectives en nous soumettant à la majorité, en divisant l'ensemble en « pour » et en « contre ». Le vote est et rend inconséquent, il ne permet que d'exprimer une opinion binaire sur ce qui est dit, proposé... Il sécurise la parole qui n'aboutit que sur des pétitions de principe. Non seulement si la majorité refuse une proposition, ça bloque l'action, mais même si elle est acceptée, la participation n'est pas assurée. La logique du vote n'est pas une logique d'action mais d'accord. Ce ne sera pas un espace pour l'expression de l'opinion mais celui de la coordination. Le vote est une logique du pouvoir.

L'AG n'est pas une fin mais une prolongation des moyens de lutte, elle ne s'inscrit pas dans une lutte spécifique, mais dans la lutte.

Elle est ouverte à toutes celles et tous ceux qui s'ennuient dans les assemblées mortifères.

**Rendez-vous à l'amphithéâtre du parc de Belleville  
le samedi 19 mai à 15h**